

les enfants. Nous allons mettre en place des matinées de formation sur les soins aux chèvres et la fabrication de fromage. Chaque parrain a droit à un fromage par mois. On estime que l'investissement des parrains correspond à 80% de dons et 20% de contre-partie. D'autre part nous avons aussi mis en place une « Cheese-bank » avec des prêts à 4% d'intérêts qui sont remboursés en fromage. Avec ce système nous avons atteint la somme de 220'000 francs. Nous avons reçu le 1^{er} prix IDDEA (initiatives locales durables) récompensé par la Ville de Genève d'une valeur de 20'000 francs et reçu deux dons de fondations ainsi que 10'000 francs environ de dons privés. Il nous reste encore une partie à couvrir, mais nous sommes sur la bonne voie car il y a un véritable engouement de la population urbaine pour le système de parrainage, ils se sentent « appartenir à la ferme ». Par contre ce sera à nous de gérer les nombreuses visites qui pour le moment se succèdent à toute heure de la journée. Nous devons à terme fixer quelques règles pour que nous puissions recevoir correctement les parrains à la ferme sans que cela soit une charge trop lourde pour nous.

Jeremy, comment êtes vous organisés au quotidien ?

Jeremy : Nous avons deux entités relativement distinctes : le projet des chèvres et les cultures. Nous nous retrouvons chaque deux semaines pour des réunions tous les 8 et chacune des entités à une réunion hebdomadaire. Nous mangeons tous les midi ensemble ce qui est une occasion pour partager des informations et des idées. Plusieurs d'entre nous ont des boulots annexes à temps partiel, nous ne sommes pas toujours tous présents sur la ferme. Nous avons une équipe, « l'Université du Nous », qui va nous accompagner pour trouver des outils d'organisation collective, pour partager l'information et gérer les éventuels conflits. Une première séance de travail est prévue prochainement. Actuellement nous avons tous la responsabilité d'un secteur. Par exemple je m'occupe des légumes de garde, Lorédan du petit maraîchage et Caroline et Edouard sont chargés de l'arbo et de la vigne.

Quels sont vos liens avec les autres fermes ?

Jeremy : Pour le travail dit « politique » comme TourneRêve, il y a Caroline, Edouard, Greg et Marianne. Pour le Supermarché Paysan Participatif (prévu à Meyrin) c'est moi-même et Sophie. Ces activités sont importantes car elles nous permettent de rester en connexion avec l'extérieur, avec les autres collègues paysans et cela évite de nous noyer dans le travail de la ferme uniquement. Il est important de garder du temps pour ce genre de projets.

Alexis : J'apprécie qu'ils aient cette vision. Ma crainte dans ce genre de

collectif c'est qu'ils se retrouvent déconnectés du « monde paysan ». Comment dès lors conserver une identification à la cause paysanne ? Alors qu'ils sont au démarrage d'un projet ambitieux, quelle sera leur marge de manœuvre pour rester présents et actifs dans des organisations comme Uniterre et maintenir un lien avec les « autres » paysans ?

Jeremy : C'est quelque chose qui me touche et je souhaite m'engager dans le mouvement paysan. Même si aujourd'hui j'ai encore peu de temps pour m'y consacrer. Je veux pouvoir défendre le modèle paysan, être plus indépendant en tant que paysan vis-à-vis de certains acteurs tout en étant conscient de ma dépendance à la société.

Sophie R. : Il y a peut être aussi une histoire générationnelle sur les formes d'engagements. Des fois j'ai le sentiment que certains paysans engagés attendent plus de nous et nous ne voulons pas les décevoir. En même temps, sommes-nous vraiment moins militants ? Je crois beaucoup aux initiatives locales qui démontrent que cela peut marcher sans pour autant être investie dans des revendications plus globales, sur lesquelles j'ai moins de prise. On partage clairement les mêmes valeurs que les militants plus anciens, mais peut-être avons-nous une autre forme d'engagement ; on a l'impression d'œuvrer dans le même sens, mais quelquefois on a le sentiment qu'ils trouvent que ce n'est pas suffisant bien que nous soyons à 200% dans le lancement de notre propre projet. En tous les cas cela mérite réflexion !

Alexis : La question c'est de savoir quel type d'agriculture nous souhaitons promouvoir. L'USP ne défend pas les mêmes valeurs qu'Uniterre telles qu'elles sont définies dans celles de la souveraineté alimentaire. L'USP ne communique qu'en matière d'image-marketing, et accepte trop facilement de se fondre dans le creuset que lui forgent les milieux de la grande économie. Elle souffre d'un complexe d'infériorité et adopte trop souvent des attitudes de victime recherchant d'abord la reconnaissance de ceux dont elle dépend, alors que sa vraie mission consisterait à combattre les principes économiques qui ruinent ceux qu'elle prétend défendre. Sa vision de l'agriculture est à l'opposé de celle d'Uniterre pour laquelle l'agriculture représente le socle de toute société et ne saurait être assimilée et traitée selon les lois simplistes du libéralisme économique.

Jeremy : Prenons l'exemple du dossier de l'huile de palme : je suis contre ces importations car elles sont néfastes pour notre production de colza, mais si c'est pour que cette dernière serve à approvisionner Mc Donald en Suisse, ce n'est pas suffisant comme argument. Je veux qu'on puisse aller plus loin dans la réflexion de pourquoi et pour qui on produit. Avec notre projet, nous essayons de montrer

l'exemple, de nourrir les gens avec des produits de qualité, locaux, nous mettons la souveraineté alimentaire en pratique, nous démontrons que cela fonctionne.

Zlot : Je suis stagiaire ici et ce que j'apprécie dans ce collectif c'est que nous retrouvons ce qui se passe ailleurs dans le monde. Des jeunes qui ont une vraie conscience du futur et de leur responsabilité, qui véhiculent certaines valeurs. Je pense que ces initiatives qui se multiplient mettent en avant de nouveaux modèles de travail plus collectifs et axés sur l'économie locale.

Alexis : Il est vrai que dans le contexte de l'usine à gaz que représente la politique agricole, des projets novateurs tels que ceux-ci peuvent permettre de faire évoluer la vision.

Sophie R. : Il ne faut pas oublier qu'une grande majorité de la population méconnaît les réalités agricoles, même basiques tel que le fait que les chèvres doivent avoir un cabri pour produire du lait. Au-delà de cela, les visiteurs ne comprennent pas non plus pourquoi nous n'avons pas le droit à des paiements directs juste parce que nous n'avons pas la forme juridique adéquate, même si nous produisons des produits locaux de qualité, bio, dans le respect des ressources naturelles.

D'ailleurs voilà un sujet sur lequel un partage d'expériences serait utile. Je serais prête à capitaliser notre expérience et à transmettre à d'autres qui souhaitent s'installer tout ce que nous avons cumulé comme information dans notre quête de la forme juridique ou du financement. Nous avons vu des juristes indépendants ou chez Prométerre, nous avons rencontré l'administration, etc. Je suis impressionnée par la différence entre la Suisse et la France en ce qui concerne l'aide à l'installation. Chez nos voisins, il y a des « couveuses agricoles » qui permettent à des jeunes de tester leur projet professionnel pour 2 ou 3 ans chez des collègues paysans qui leur mettent à disposition un peu de surfaces, des outils et des bâtiments. Les régions ont des « cafés installations » offrant des espaces d'échanges d'expériences et de conseils et il y a les SAFER qui théoriquement doivent rendre le marché foncier plus transparent.

Alexis : Chaque jour, en Suisse, deux fermes disparaissent. Mais où sont-elles ? Comment sont-elles dissoutes dans d'autres structures déjà existantes ? Comment peut-on favoriser l'accès à la terre pour les jeunes ? Comment remettre ces hectares et



Marianne avec les chèvres.

ces bâtiments sur le marché ? Il est urgent de mettre en place des instruments qui régulent le marché des terres agricoles pour qu'elles ne contribuent pas uniquement à agrandir des unités de production déjà suffisamment dotées, mais soient le lieu d'autres expériences qui enrichissent la vie dans les campagnes au profit de toute la population.

S'il fallait tirer des leçons de cette aventure ?

Jeremy : Je ne conseille à aucun paysan de rester seul dans ce métier, c'est trop lourd. La preuve en est le nombre de suicides. Je n'envie pas le paysan qui est seul toute la journée sur son tracteur... Et à ceux qui veulent s'installer, je leur suggère d'avoir les oreilles grandes ouvertes et de ne pas craindre d'approcher les payans pour leur présenter leur projet. Beaucoup passe par la bouche à oreille et de belles choses peuvent émerger de simples rencontres.

Alexis : Je souhaite que nous puissions aussi assister à une évolution des structures juridiques agricoles qui favorise l'accès à celles et ceux qui veulent tenter autre chose. Plus l'agriculture sera diversifiée, plus elle s'ouvrira sur l'extérieur, plus elle sera crédible et plus elle aura de chances d'être reconnue dans son bien-fondé. Il faut faciliter l'accès aux moyens de production (terres, bâtiments, outils), c'est le seul moyen de féconder un patrimoine commun au profit de tous.

Edouard : Il ne faut pas avoir peur d'aller à la rencontre des paysans installés pour parler de son projet. Ceci pour éviter que les fermes ne soient démantelées car cela ne tient qu'à un fil. Il faut arriver au bon moment pour conserver autant de fermes possibles. Dire aux paysans qu'il y a de nouvelles formes à tenter, faire son expérience, redonner de l'humain, de la vie dans les fermes. Il faut espérer une flexibilisation de la politique agricole pour donner des chances aux jeunes de s'installer !

*propos recueillis par
Valentina Hemmeler Maïga*